



L'évolution du marché pétrolier en 1996 : retournement de tendance ou simple conjoncture ?

*L'année 1996 a été marquée par une hausse
et surtout une forte volatilité des cours du pétrole,
en nette rupture avec les années antérieures.*

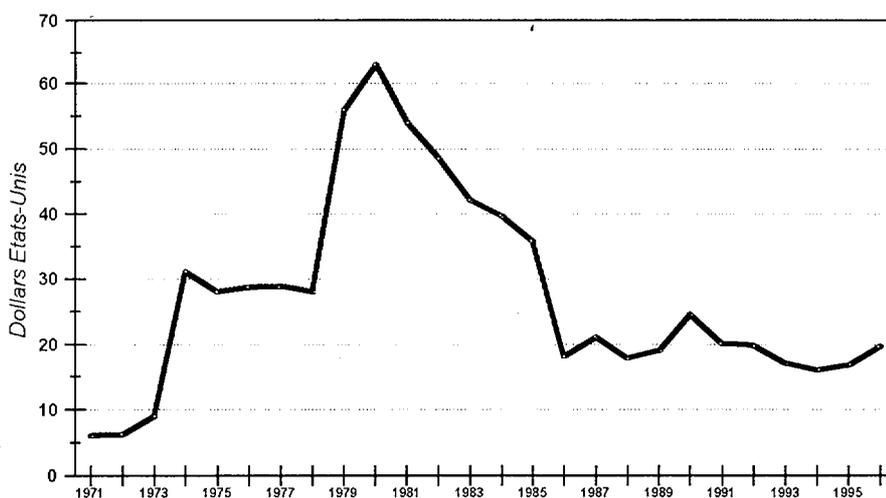
Quelles ont été les causes de ces mouvements et peuvent-elles jouer à nouveau ?

Des prix élevés marqués par une forte volatilité

Les prix du pétrole en 1996 se sont non seulement situés à des niveaux élevés par rapport à l'année précédente mais ils furent marqués par des amplitudes de variation bien plus importantes. Le prix interna-

tional du pétrole, variété Brent, s'est accru de plus de 20% par rapport au niveau atteint en 1995, passant de 17,02 \$/bl (dollars par baril) à 20,65 \$/bl et dépassant en cours d'année le niveau atteint durant la guerre du Golfe de 1991, voire depuis dix ans si on écarte la flambée des prix qui a suivi l'invasion du Koweït par les troupes irakiennes.

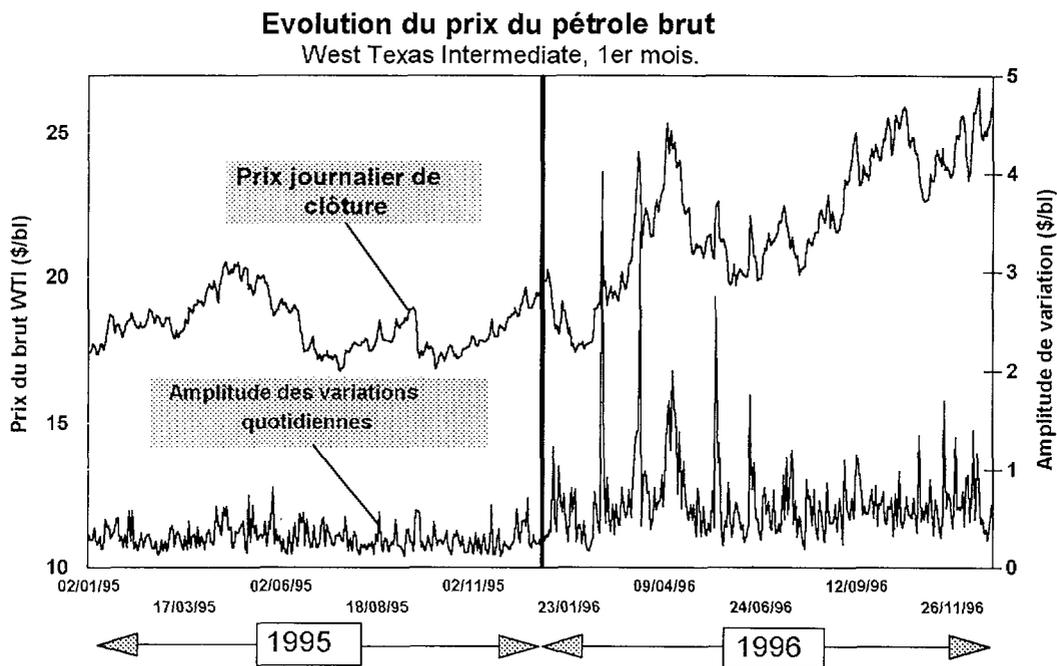
Prix du pétrole brut
en dollars de 1994



Source : PIW. Arabian Light de 1970 à 1980, Brent de 1980 à 1996.

Si le niveau élevé des prix pétroliers est largement imputable à la vigueur de la demande en 1996, la forte variabilité des prix, que montre le graphique ci-dessous, est due à la faiblesse du niveau des stocks, aux

spéculations autour du retour partiel de l'Irak sur le marché et aux développements politiques touchant certains pays producteurs.



Les niveaux des stocks pétroliers relevés en 1996 sont significativement plus bas que les niveaux observés les années antérieures. Convaincus que le retour de l'Irak se traduira par une baisse des prix du pétrole, les opérateurs ont réduit leurs stocks de brut et de produits espérant ainsi les reconstituer à des prix plus faibles. Tout au long de l'année écoulée, les prix du marché au comptant furent par ailleurs supérieurs au prix sur les marchés à terme, situation connue sous le nom de *déport* ("backwardation"). Si une telle situation traduit la confiance des opérateurs quant à la disponibilité de pétrole à moyen terme, elle n'encourage guère la reconstitution des stocks.

La faiblesse des stocks a sensiblement réduit leur rôle modérateur face aux variations à court terme de la demande et de l'offre de pétrole, accentuant la forte nervosité des marchés. Toute hausse de la demande,

même ponctuelle, alimente la tension sur les prix comme ce fut le cas au printemps et en automne de l'année 1996. Avec la hausse de la consommation qui suit traditionnellement le début de la *Driving Season* (printemps) en Amérique du Nord, la faiblesse des stocks a engendré une envolée des prix de l'essence aux Etats-Unis qui s'est en partie répercutée en Europe. Au début de l'automne, les prix du gazole s'envolèrent en Europe occidentale lorsque les stocks de distillats furent insuffisants pour faire face à une forte demande de gazole et qu'une nouvelle norme européenne abaissa de 0,2% à 0,05% la teneur en soufre de ce produit.

Les reports successifs de la mise en oeuvre de l'accord "pétrole contre nourriture" autorisant l'Irak à exporter des volumes limités de pétrole n'ont cessé de nourrir la volatilité des prix. Mais la reprise de ces

exportations n'a eu finalement que peu d'effet sur les prix. Les stocks continuant à se situer en dessous des niveaux requis, la vague de froid enregistrée dans l'hémisphère nord en fin d'année a engendré une demande additionnelle qui a contribué à soutenir le niveau des coûts mondiaux du pétrole. Sans les barils irakiens, les prix du pétrole auraient probablement été légèrement supérieurs à ceux constatés.

L'année 1996 a été par ailleurs émaillée d'événements importants dont les conséquences, sans pouvoir être chiffrées, ont sans doute accru l'incertitude pesant sur le marché pétrolier. Ces événements sont tous liés à la politique pétrolière américaine notamment au Moyen-Orient.

Les élections présidentielles de la première puissance économique mondiale qui absorbe à elle seule près du quart de la production mondiale de pétrole et contribue pour plus de 40% à la consommation mondiale d'essences ont ajouté à l'incertitude des marchés pétroliers. Par ailleurs, la décision des Etats-Unis en cours d'année de sanctionner les entreprises réalisant des investissements dans le secteur des hydrocarbures en Iran et en Libye, *loi d'Amato-Kennedy (cf article page 58)*, a joué un rôle perturbateur non négligeable. Enfin, les attentats perpétrés en Arabie Saoudite contre les bases américaines ont entretenu au cours de l'été un doute quant à la stabilité réelle du pays qui abrite les réserves les plus importantes au monde.

Une croissance accélérée de la consommation de pétrole et une production abondante

La consommation de pétrole a continué de progresser à un rythme soutenu en 1996 avec une croissance de 2,4 % après la progression de 1,7 % enregistrée en 1995. L'AIE prévoit pour 1997 une demande de l'ordre de 73,7 Mb/j (millions de barils par jour), soit une croissance de 2,6% par rapport au niveau atteint en 1996.

Cette évolution globale résulte cependant de situations régionales contrastées. Si la consommation de l'Europe occidentale a peu progressé, celle des pays d'Asie a bondi de près de 5 %, avec des taux de l'ordre de 9 % pour la Chine, voire supérieurs à 10 % pour la Thaïlande ou la Malaisie.

La vigueur de la consommation pétrolière des Etats-Unis, conjuguée à un fléchissement de la production, a poussé les importations nettes à un niveau jamais atteint depuis 1977. Un large débat sur le seuil souhaitable de la dépendance des Etats-Unis a alors suivi, rappelant ceux déjà observés au début des années quatre-vingts dans le cadre du plan Carter. Le GAO, General Accounting Office, sorte de Cours des Comptes dépendant du Congrès, a publié un rapport estimant qu'il est plus rationnel pour le pays d'importer du pétrole bon marché que de s'acharner à vouloir découvrir à tout prix et extraire des ressources pétrolières nationales coûteuses.

Pour assurer la satisfaction de la consommation, l'accroissement de la production, plus de 2 Mb/j au cours de l'année écoulée, a mobilisé une large part des capacités de production disponibles. Si on exclut l'Irak, seule l'Arabie Saoudite et, dans une moindre mesure, les Emirats Arabes Unis et le Koweït disposent encore de capacités de production inutilisées, de 2,8 Mb/j au total.

D'octobre à décembre 1996, l'OPEP a dépassé pour la première fois depuis 1980 la barre de 26 Mb/j produits. Dopés à la fois par la hausse des prix du pétrole, et marginalement par une progression des exportations, les revenus de l'OPEP^(*) ont progressé de 22,6 % par rapport à 1995, soit plus de 40 G\$ de revenus additionnels, atteignant le niveau de revenus le plus élevé que l'OPEP a enregistré depuis 1982. Mais la hausse de la consommation a plus bénéficié, cette année encore, à la production hors OPEP qui s'est accrue au cours de l'année passée de plus d'un million de barils par jour, contre un peu moins de 0,8 Mb/j pour l'OPEP.

La production de Mer du Nord, à laquelle on prédisait un déclin rapide il y a à peine quelques années, a enregistré de nouveaux records de croissance en 1996 avec une hausse de plus de 12 % en Norvège et un accroissement de la production de 7,5 % en Mer du Nord britannique.

Hors Europe, quelques évolutions significatives de la production sont à souligner. La chute de la production de la CEI observée depuis quelques années a marqué le pas en 1996. Cette production pourrait connaître un nouvel élan grâce aux importantes ressource

(*) Hors Gabon, démissionnaire de l'organisation en juin 1996.

ces de la Mer Caspienne pour peu que le problème de l'évacuation du pétrole extrait soit résolu. En Amérique latine, la production de pétrole a atteint 6,5 Mb/j en 1996, soit plus d'un Mb/j d'augmentation. C'est là la conséquence de l'ouverture des pays à potentiel pétrolier aux capitaux et à la technologie des compagnies internationales : le Venezuela a enregistré en 1996 la progression de revenus la plus forte parmi les pays membres de l'OPEP.

L'impact sur l'économie française : faible sur l'indice des prix, plus sensible sur la facture pétrolière

La consommation pétrolière française a été en hausse de 1,8% en 1996 mais reste globalement en ligne avec l'évolution de la demande dans les pays de l'OCDE dont la croissance a été d'un peu moins de 2%.

L'année 1996 a vu une progression importante des importations en provenance de la zone OCDE, Mer du Nord notamment. Deuxième fournisseur de la France en produits à distiller derrière l'Arabie Saoudite, la Norvège a accru ses livraisons de pétrole à l'hexagone de plus de 10%, pendant que celles du Royaume-Uni (troisième fournisseur) enregistraient un bond de 40%. La Russie et le Nigéria ont vu leurs fournitures à la France progresser du même ordre, 42% et 45% respectivement.

Le coût moyen du pétrole importé en France en 1996 a atteint 20,83 \$/bl, soit une hausse de 21,6%, comparable à la progression des cours internationaux du brut. Le raffermissement du dollar américain, plus de 2,5% de hausse en 1996, a induit cependant une croissance du coût moyen, exprimé en francs, égale à 24%.

Les prix hors taxes des supercarburants, du gazole et du fioul domestique en France ont augmenté de 10 à 20 centimes par litre en 1996 mettant fin à une longue tendance baissière observée depuis 1990. Les prix de ces produits, toutes taxes comprises, ont augmenté de 20 à 45 centimes par litre traduisant ainsi la hausse des prix hors taxes mais également le relèvement de fiscalité au mois de janvier 1996 et l'application en année pleine du taux de TVA à 20,6%.

L'impact sur l'indice des prix de la hausse des cours de brut en 1996 a finalement été très limité pour la France. Sur un an, la hausse de l'indice n'a été que de 1,7% (contre 2,1% en 1995) dont 0,1% imputable aux

cours du brut et 0,2% au relèvement de la fiscalité énergétique.

Par ailleurs, l'effet conjugué de la hausse des importations de pétrole brut, près de 8% en 1996, et de la croissance importante du coût du pétrole importé a induit un alourdissement de la facture française ; à près de 65 milliards de francs pour le seul pétrole brut, celle-ci a progressé de plus 35%. Cela n'a pas empêché la France cependant d'enregistrer au cours de cette année un excédent commercial record de 112 milliards de francs, confirmant ainsi l'amélioration continue du solde de sa balance commerciale depuis cinq ans. A noter enfin que l'effet de la hausse des prix du pétrole sur les prix du gaz ne se fera sentir qu'avec retard compte tenu du décalage d'indexation des seconds sur les premiers.

*
* *

Quelles perspectives pour 1997 ?

On retiendra de l'année 1996 la hausse des cours de pétrole et leur forte instabilité. Quels développements pourraient avoir lieu en 1997 ? Le premier trimestre de cette année révèle déjà une rupture par rapport à l'évolution constatée une année plus tôt.

- Les prix du pétrole sont en net recul depuis le début de l'année, le Brent perdant près de 5 \$/bl. Ce recul a été renforcé vers la fin du premier trimestre par la douceur du climat dans l'hémisphère Nord et la faible demande de pétrole en Amérique du Nord suite aux arrêts pour maintenance de certaines raffineries.

- Une certaine reconstitution des stocks a été observée au cours de cette période. Fin janvier, et pour la première fois depuis juillet 1995, le niveau des stocks industriels de l'OCDE a été supérieur à celui enregistré une année plus tôt à la même période.

Au delà de ces observations de court terme, l'analyse des fondamentaux ne montre aucun signe d'essoufflement de la demande, en Asie notamment; l'AIE prévoit pour 1997 une demande additionnelle de 1,8 Mb/j après la progression de 1,7 Mb/j enregistrée en 1996. La satisfaction de ce supplément de demande sera assurée par la seule production non OPEP selon l'Agence internationale, ce qui devrait conduire l'OPEP à réduire sa production de 0,5 Mb/j en 1997 en rupture par rapport à la progression continue de cette production au cours des dernières années (Tableau suivant).

Offre et demande de pétrole

	1994	1995	1996	1997 (prév.)
- Demande Mb/j	<u>68.9</u>	<u>70.2</u>	<u>71.9</u>	<u>73.7</u>
- Var. annuelle (%) Mb/j		1.9 1.3	2.4 1.7	2.5 1.8
- Offre OPEP (1) Mb/j	<u>24.6</u>	<u>25.1</u>	<u>25.9</u>	<u>25.4</u>
- Var. annuelle (%) Mb/j		2.0 0.5	3.2 0.8	-1.9 -0.5
- Offre non OPEP Mb/j	<u>41.6</u>	<u>42.4</u>	<u>43.6</u>	<u>45.4</u>
- Var. annuelle (%) Mb/j		1.9 0.8	2.8 1.2	4.1 1.8

(1) Hors condensats. En intégrant les condensats, l'offre OPEP a progressé de 3.6% entre 1995 et 1996.
Source : AIE (mars 1997).

Mais ces projections sont réalisées à stocks inchangés et n'intègrent pas les condensats commercialisés par l'OPEP (2,6 Mb/j en 1996 et 2,9 Mb/j prévus pour 1997). En tenant compte de la reconstitution commencée des stocks de pétrole et de la forte hausse de la production OPEP constatée au cours des premiers mois de l'année, 27 Mb/j en février pour un quota global toujours fixé à 25,03 Mb/j, tous les ingrédients sont réunis pour laisser croire à une détente du marché pétrolier en 1997. On pourrait dans ce cas voir réapparaître les dissensions internes à l'OPEP au sujet du respect des quotas de production, étouffées en 1996 grâce à une demande soutenue et des cours du brut élevés.

Compte tenu de ces éléments, nombreux sont les analystes du marché à penser que les prix du pétrole devraient s'inscrire en 1997 en recul sensible par rapport aux niveaux atteints en 1996. Le facteur Irak qui a, comme on l'a vu, peu contribué à la détente des cours pourrait alors renforcer leur baisse. En effet, si l'autorisation accordée à l'Irak d'exporter dans le cadre de la Résolution 986 était reconduite le 10 juin 1997, les exportations irakiennes accentueraient encore la baisse des prix internationaux, d'autant plus qu'elles sont fixées en dollars et non en volume, si bien qu'une baisse des prix entraîne paradoxalement un accroissement des quantités exportées.